

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-Garonne
Cité administrative – Bâtiment A
24016 PERIGUEUX CEDEX

PERIGUEUX, le 26/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/01/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAS Groupe MEAC

LIEU DIT La Tour Blanche
24320 BOURG DES MAISONS

Références : BB/UBD24-47/0082/2025
Code AIOT : 0005207711

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/01/2025 dans l'établissement SAS Groupe MEAC implanté LIEU DIT La Tour Blanche 24320 BOURG DES MAISONS. L'inspection a été annoncée le 11/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS Groupe MEAC
- LIEU DIT La Tour Blanche 24320 BOURG DES MAISONS
- Code AIOT : 0005207711
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Dans le cadre d'une restructuration des unités de production du groupe et, d'un deuxième projet à venir de mise en service d'un processus de granulation, unique en France, l'usine de Bourg-des-

Maisons a accueillie dans un premier temps de nouvelles unités de fabrication constituées de deux lignes de broyage avec filtration. L'une est équipée d'un sécheur supplémentaire. Les nouveaux équipements augmentent la puissance installée de l'usine à 4000kW contre 2000kW autorisés dans l'arrêté préfectoral de 2008. Ces nouveaux éléments ont nécessité l'ajout de silos de livraison des produits finis ainsi que la construction de deux bâtiments (un de production et un de maintenance) qui sont adossés à ceux existants.

Le transfert de production sur l'usine de Bourg-des-Maisons implique un trafic de véhicules supplémentaires qui a nécessité des aménagements pour le stationnement (parking de 35 véhicules à terme, aménagé dans cette première phase pour 17 véhicules) en vue de l'attente pour les chargements, ainsi que la redéfinition du plan de circulation dans l'usine avec entrée unique et deux sorties distinctes.

Les nouveaux aménagements ont conduit à redéfinir l'emprise du périmètre de l'usine, qui avait été défini dans le dossier ayant conduit à l'arrêté préfectoral d'autorisation de 2008, et qui s'étend sur 8ha environ, afin d'intégrer l'ensemble des équipements et de constituer un périmètre cohérent avec les activités du site et la propriété foncière du Groupe MEAC. La nouvelle emprise atteint une surface de 12ha95a40ca.

Thèmes de l'inspection :

- récolement de l'arrêté préfectoral complémentaire du 29 août 2024

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

| Nom du point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|---|--|--|-------------------|
| CONSISTANCE DES INSTALLATIONS PRÉSENTES ET AJOUTÉES | Arrêté préfectoral complémentaire du 29 août 2024 | / | Sans objet |
| CONFORMITÉ AU DOSSIER DU PORTE A CONNAISSANCE | Arrêté préfectoral complémentaire du 29 août 2024 | / | Sans objet |
| SITUATION ADMINISTRATIVE DE L'EXPLOITATION ET DES INSTALLATIONS | Arrêté préfectoral complémentaire du 29 août 2024 | / | Sans objet |
| VALEURS LIMITES DE REJETS ATMOSPHÉRIQUES | Article 13.3 de l'arrêté préfectoral du 19 mars 2008 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est dans l'ensemble bien tenu et, conforme au porté à connaissance du 31 janvier 2024.

Les procédés de fabrication seront complétés, lors de la prochaine phase, par l'unité de granulation qui permet de mélanger, d'enrober le carbonate avec un additif, de calibrer les granules de carbonates et recycler par broyage les granules non conformes. Ce produit a vocation à alimenter le marché agricole.

L'usine comptera, au final, 7 broyeurs, 3 sécheurs, 4 dispositifs de filtration pour récupération des fines, 3 sélecteurs, 1 crible, 33 silos pour le stockage des produits finis à livrer et les stocks tampon dans le processus de fabrication.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : CONSISTANCE DES INSTALLATIONS PRÉSENTES ET AJOUTÉES

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté préfectoral complémentaire du 29 août 2024, article 4 |
| Thème(s) : Risques chroniques |
| Prescription contrôlée : L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes suivantes |
| Constats : La mise en place des nouvelles unités de production dans le nouveau bâtiment a été réalisée. L'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement des activités de production de carbonate est en place et la puissance est passée à 4000 kW. Le procédé de séchage par sécheur est passé à 2 foyers de séchage (1 existant et 1 nouveau) fonctionnant avec un brûleur au gaz naturel liquéfié. La puissance thermique maximale totale des foyers est passée à 6 MW. Les stocks de carbonates fins sont passés à 8000 m ³ avec l'ajout d'un silo de stockage et 5 silos pour la livraison de produits finis. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : CONFORMITÉ AU DOSSIER DU PORTE A CONNAISSANCE

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté préfectoral complémentaire du 29 août 2024, article 5 |
| Thème(s) : Risques chroniques |
| Prescription contrôlée : Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. |
| Constats : Une visite des installations de production, nouvellement implantées, a été réalisée. L'implantation, l'aménagement ainsi que le principe d'exploitation, de ces nouvelles installations, sont conformes au dossier du porté à connaissance. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : SITUATION ADMINISTRATIVE DE L'EXPLOITATION ET DES INSTALLATIONS

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté préfectoral complémentaire du 29 août 2024, article 6 |
| Thème(s) : Risques chroniques |
| Prescription contrôlée : A compter de la notification de l'arrêté du 29 août 2024, l'exploitant déposera une demande de passer sous la procédure enregistrement en déposant un dossier conforme à l'instruction d'une telle demande avec notamment la vérification de la conformité aux arrêtés ministériels applicables et la justification de non basculement en autorisation. |
| Constats : Le dossier a été déposé le 23 décembre 2024 |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : VALEURS LIMITES DE REJETS ATMOSPHERIQUES

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 19 mars 2008, Article 13.3 |
| Thème(s) : Risques chroniques |
| Prescription contrôlée : Installation de combustion : Foyers des unités de séchage alimentées par du GNL |
| Constats : La mise en place des nouvelles unités de production dans le nouveau bâtiment a été réalisée. Le procédé de séchage par sécheur est passé à de 2 foyers de séchage (1 existant et 1 nouveau) fonctionnant avec un brûleur au gaz naturel liquéfié. La puissance thermique maximale totale des foyers est passée à 6 MW. Les mesures de rejets n'ont pas encore été réalisées suite la mise en place des nouvelles unités de production. Une campagne est prévue courant 2025 et l'exploitant s'est engagé à transmettre les résultats aux services des installations classées dès réception. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |